

PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction des Relations
avec les Collectivités Territoriales

Bureau des procédures environnementales
Réf : BPE/LBA – DL/2013-

NIMES, le 19 DEC. 2013

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
de la société Sanofi Chimie de satisfaire à certaines prescriptions d'arrêtés ministériels**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 06-018N du 3 mars 2006 autorisant la société Sanofi Chimie à procéder à l'extension de son usine de fabrication de produits chimiques située sur le territoire de la commune d'Aramon ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 06-112N du 26 octobre 2006 complétant l'arrêté préfectoral n° 06-018N du 3 mars 2006 autorisant la société Sanofi Chimie à procéder à l'extension de son usine de fabrication de produits chimiques située sur le territoire de la commune d'Aramon ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 08-155N du 31 décembre 2008 actualisant les prescriptions techniques applicables au site de la Société Sanofi Chimie située sur le territoire de la commune d'Aramon suite à l'implantation d'une installation de régénération des solvants usés produits par le site et à l'autorisation d'incinérer des solvants en provenance des sites métropolitains de la Société Sanofi Chimie ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 09-124N du 29 octobre 2009 imposant une étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau à la Société Sanofi Chimie à Aramon ;
- VU** l'analyse du risque foudre du 30 décembre 2009 réalisée par la société APAVE et complétée notamment par le document réalisé par la société Egis Energie Systèmes le 14 juin 2013 référencée 4322 NT 0001
- VU** l'étude technique foudre du 19 septembre 2013 rédigée par la société Egis Energie Systèmes référencée 4466 NT 0003 en application des dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- VU** le courriel de la société Sanofi Chimie en date du 19 novembre 2013 apportant des éléments d'appréciation complémentaires sur la planification des travaux de mise en conformité ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 novembre 2013 ;

CONSIDERANT que l'étude technique foudre susvisée met en évidence que le système de protection contre la foudre de la société Sanofi Chimie nécessite des travaux de mise en conformité, et de renforcement tant vis-à-vis des effets directs que des effets indirects ;

CONSIDERANT que certaines mesures de maîtrise du risque ne sont pas protégées contre la foudre;

CONSIDERANT dès lors que l'insuffisance de la protection contre la foudre des installations ne permet pas d'écarter ce phénomène comme événement initiateur d'un accident majeur sur l'établissement exploité par la société Sanofi Chimie sur la commune d'Aramon ;

CONSIDERANT que l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé stipule que « *L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.* » ;

CONSIDERANT que l'échéance prévue pour la mise en place d'un système de protection foudre est maintenant dépassée et que ces dispositifs de protection et mesures de prévention ne sont pas installés ;

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Sanofi Chimie pour les installations qu'elle exploite sur la commune d'Aramon de respecter les prescriptions dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

L'exploitant entendu

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Gard.

ARRÊTE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRETE

La société SANOFI CHIMIE dont le siège social est situé 9 rue du Président Allende – 94256 Gentilly Cedex, est mise en demeure de respecter, sous les échéances suivantes, les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en réalisant l'installation, par un organisme compétent, des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention contre la foudre répondant aux exigences de l'étude technique du 19 septembre 2013 susvisée :

- **31 décembre 2013** pour la protection des mesures de maîtrise du risque instrumentées du bâtiment 52 vis-à-vis des effets indirects ;

- **30 juin 2014** pour la protection des autres mesures de maîtrise du risque instrumentées de l'établissement (B80, B15, At8, B67, B08, 11, 12, 22, 27, 34, 36, 64, 06) vis-à-vis des effets indirects ;

- **31 août 2014** pour l'ensemble de l'établissement.

L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement les justificatifs de mise en conformité aux échéances sus mentionnées.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 – CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

ARTICLE 4 – EXECUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard chargé de l'administration de l'Etat dans le département, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, région Languedoc-Roussillon, le Directeur Départemental des services d'Incendie et de Secours, le chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile, le Maire d'Aramon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée administrativement à la Société SANOFI CHIMIE dont le siège social est situé 9 rue du Président Allende – 94256 Gentilly Cedex

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,



Denis OLAGNON

Article L514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement

(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 148 Journal Officiel du 28 février 2002)
(Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)
(Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)
(Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)
(Ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 art. 34 III Journal Officiel du 9 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} juillet 2007)
(Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)
(Ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009 art. 10 et Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 art. 211)

I. - Les décisions prises en application des articles L512-1, L512-3, L512-7-3 à L512-7-5, L512-8, L512-12, L512-13, L512-20, L513-1 à L514-2, L514-4, du I de l'article L515-13 et de l'article L516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - Abrogé

III. - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. - Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.